

**Entretien avec Marie Nagy, représentante du Sénat belge à la Convention européenne**  
**Bruxelles, le 5 avril 2003**

**Quelle est votre impression de la Convention jusqu'ici ?**

C'est une impression tout à fait positive. Je trouve que le fait d'avoir un débat ouvert, public et largement diffusé, avec des parlementaires nationaux, des représentants des gouvernements, des parlementaires européens, est en soi, une expérience démocratique vraiment très intéressante. En ce qui concerne la composition et le climat de la Convention, elle me semble un petit peu conservatrice, un petit peu masculine, un petit peu âgée, mais c'est ainsi. J'aurais préféré quelque chose de plus en rapport avec la société européenne, alors qu'elle est plutôt en rapport avec « l'establishment » européen.

**Quelles sont vos cinq grandes priorités pour le résultat de la Convention ?**

Je souhaiterais d'abord qu'on parvienne à faire avancer une Europe de valeurs défendant un projet de développement qui soit basé sur l'équité sociale, le respect de l'environnement, les valeurs d'égalité, de séparation entre les convictions religieuses et les choix politiques.

Je voudrais que ce soit aussi une Europe ouverte sur le monde, et non une Europe-forteresse. Une Europe qui définisse la citoyenneté par rapport aux nationaux européens et également par rapport à ces millions d'immigrés qui vivent aujourd'hui en Europe et qui ne bénéficient pas de la liberté de circulation.

Je souhaiterais qu'on puisse définir une politique extérieure de l'Europe et que l'on puisse, à terme, définir une politique de défense européenne.

Et puis, l'Europe reste finalement très marquée par son côté mercantile – espace de libre-échange, monnaie unique, marché unique, etc. Or l'Europe, c'est aussi l'Europe sociale, l'Europe solidaire, l'Europe respectueuse de l'environnement. Donc je pense que la Convention devrait réaffirmer cela en se donnant les moyens pour le faire.

**Au sujet de cette Europe sociale, il y a aujourd'hui très peu de partis sociaux-démocrates au pouvoir. Pensez-vous qu'on puisse avancer vers une Europe plus sociale malgré cela ?**

**Interview with Marie Nagy, representative of the Belgian Senate in the European Convention.**  
**Bruxelles, 5<sup>th</sup> April, 2003**

**What is your impression of the Convention so far?**

It is very positive. I believe that having an open, public, and widely broadcasted debate with national parliamentarians, European parliamentarians, representatives of governments, is in itself a very democratic experiment. As far as the composition and the atmosphere of the Convention are concerned, it seems to me slightly conservative, slightly male-dominated and slightly old, but that's the way it is. I would have preferred a composition that would have brought it closer to the European society than to the European establishment.

**What are your five main priorities for the result of the Convention?**

I first would like to see the promotion of a "Europe of values" that would uphold a project of development based on social fairness, on respect for the environment, on values of equality, on the separation between religious beliefs and political choices.

I also would like it to be a Europe open to the world, not a Fortress Europe. A Europe that would define citizenship for European nationals, but also for those millions of immigrants who live today in Europe and do not enjoy the benefits of free movement.

I would also like us to be able to define a European foreign policy and, eventually, a European defence policy.

Finally, Europe remains very much influenced by its market orientation – free-trade area, single currency, single market, etc. Europe, however, is also social Europe, a Europe of solidarity, and an environmentally friendly Europe. I therefore think that the Convention will have to reaffirm these values and give to the EU the means to do it.

**Speaking about this social Europe, there are very few social-democrat parties in power. Do you think it is possible to move towards a more social Europe in spite of this?**

**Entretien avec Marie Nagy, représentante du Sénat belge à la Convention européenne**  
**Bruxelles, le 5 avril 2003**

De toute manière, c'est quand les partis sociaux-démocrates étaient majoritairement dans les gouvernements européens que l'Europe a été la plus pro-libérale, démantelant les protections et les systèmes des pouvoirs publics. Ça n'a donc peut-être rien à voir. Peut-être qu'aujourd'hui, la pauvreté, les inégalités, les problèmes de l'emploi, vont mener à une prise de conscience de la nécessité d'une Europe plus sociale. Quand on sait qu'on doit protéger son système de santé – les anglais nous ont montré qu'il y avait une faille du système de santé – je crois que c'est très intéressant d'amener ce débat à la Convention.

**Dans une Union européenne plus fédérale, la politique sociale ne devrait-elle pas être maintenue au niveau national ?**

Je crois que le rôle de l'Europe est important au niveau mondial, pour établir des règles de régulation, puisque les marchés n'ont plus de frontière. Donc, si l'on veut sauvegarder, maintenir ou développer son système de protection sociale, on doit se donner la capacité d'agir au niveau international. Et pour cela, l'échelle idéale, c'est l'Europe. Maintenant, la mise en œuvre des systèmes de sécurité, leur financement, etc. doivent rester du niveau national. Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui une demande pour un transfert, mais il ne faut pas que la disparité ou le fait que l'Europe n'intervient pas en matière sociale, amène à la possibilité d'avoir du dumping social. Le rôle de l'Europe n'est pas d'intervenir directement, mais de donner le cadre pour éviter le démantèlement.

**En parlant du cadre de ces politiques, le débat sur les institutions a été repoussé, puisque hier, le Présidium a décidé de ne pas présenter les articles sur les institutions comme c'était prévu. Pensez-vous qu'en dépit de ce retard, la Convention parviendra à trouver un consensus sur cette question avant la fin de son mandat, fin juin ?**

Je pense que la Convention devra faire une proposition, et je crois qu'elle a intérêt à la faire dans les délais impartis, si elle veut que les chefs d'État et de gouvernement et la future CIG prennent les travaux en considération. C'est difficile, c'est presque une course contre le temps, mais c'est impératif. Toute l'intelligence de la Convention sera de trouver des éléments qui permettront d'avancer. Il y a déjà accord sur le fait qu'un équilibre soit maintenu entre les trois Institutions – Commission, Parlement, Conseil. Il y a aussi accord sur le fait qu'il faut une identification plus forte de l'Europe, la personnalisant dans une ou

**Interview with Marie Nagy, representative of the Belgian Senate in the European Convention.**  
**Bruxelles, 5<sup>th</sup> April, 2003**

It was anyway when social-democrat parties were a the majority parties in European governments that Europe has was the most pro-free market, bringing down social protection and regulations by public authorities. Perhaps this therefore has nothing to do with it. Perhaps today, poverty, inequalities and employment difficulties will make people realise the need for a more social Europe. When we know that we should protect our health systems – the English have shown us there is a flaw in the health protection system – I think it is very interesting to bring this debate in the Convention.

**In a more federal European Union, should social policy not be kept at national level?**

I believe that Europe's role is important at a global level, in order to set up regulating rules, since markets have no border any more. Therefore, if we want to protect, maintain or develop our system of social protection, we should give ourselves the ability to act at an international level. And to achieve this, the ideal scale is Europe. Now, the implementation of healthcare systems, their financing etc. should remain at national level. I do not think there is, today, a demand for transferring the competence. On the other hand, disparity or the fact that Europe does not act in social issues should not lead to social dumping. So, Europe's role is not to intervene directly but to provide a framework to prevent dismantling.

**Speaking about those policies, the debate on institutions has been postponed, since the Presidium has decided yesterday not to put forward institutional articles as it had been envisaged. Do you think that despite this delay, the Convention will be able to reach a consensus on this question before the end of its mandate, at the end of June?**

I think the Convention will have to make a proposal, and I think it had better do it within the given time-scale, if it wants the heads of State and governments and the forthcoming IGC to take its results into account. It is difficult; it is almost a race against time, but it is crucial. The Convention's challenge will be to find the elements that will enable it to move forward. There is already an agreement on the fact that the balance should be maintained between the three Institutions – Commission, Parliament, Council. There is also agreement on the fact that we need a stronger identification for Europe that would be embodied by

**Entretien avec Marie Nagy, représentante du Sénat belge à la Convention européenne**  
**Bruxelles, le 5 avril 2003**

plusieurs de ses Institutions vis-à-vis de l'extérieur. Il est déjà acquis que la Commission ne sera pas affaiblie ; il faut maintenant trouver un équilibre entre le Conseil et la Commission, sans l'affaiblir, voire même en lui donnant une capacité d'action plus importante.

**Vous êtes représentante d'un Parlement national à la Convention. Quel rôle voyez-vous pour les parlements nationaux dans l'avenir de l'Europe ?**

Je pense que les parlements nationaux doivent faire leur travail, qui est de contrôler leur gouvernement. C'est peut-être le cas de nombreux parlements. Par expérience, je peux parler du parlement belge, où je pense que ce travail est à moitié fait. Donc les parlements nationaux devraient d'abord jouer pleinement leur rôle. Le reste, c'est à dire le contrôle parlementaire démocratique au niveau européen doit être dévolu au Parlement européen, dont les pouvoirs doivent être un peu augmentés et dont la légitimité doit être réaffirmée. Et peut-être qu'une forme de Convention associant également des parlements nationaux pourrait voir le jour pour les révisions importantes du traité. Je crois que c'est une idée qui peut avancer. En revanche, toute autre proposition risquerait d'alourdir le processus de décision en Europe et ne permettra pas de rapprocher le citoyen de l'Europe.

**Pour rapprocher l'Europe des citoyens et les citoyens de l'Europe, certains disent qu'un référendum sur la Constitution serait une bonne idée. Qu'en pensez-vous ?**

Je trouve que le traité constitutionnel ou la Constitution européenne – on peut bien sûr discuter des termes – est un bon sujet de référendum au niveau européen. Quelle sont les valeurs, les objectifs, les moyens que l'Europe se donne ? Cela mérite que l'on pose directement la question aux citoyens. Je reconnais que c'est quelque chose de complexe, mais il me semble que c'est justement l'occasion d'affirmer une adhésion citoyenne à l'Europe. Je suis de ceux qui plaident pour un tel référendum, organisé au niveau européen. Cela permettrait justement, peut-être, l'éclosion d'un espace public européen.

**Interview with Marie Nagy, representative of the Belgian Senate in the European Convention.**  
**Bruxelles, 5<sup>th</sup> April, 2003**

one or several of its institutions towards the outer world. It is already accepted that the Commission will not be weakened; we now have to find a balance between the Council and the Commission, without weakening it, and even, perhaps, by giving it more room of action.

**You represent a national Parliament at the Convention. What role do you envisage for national parliaments in the future Europe?**

I think that national parliaments should do their job, which is to hold governments accountable. It might be the case for many parliaments. I can only speak about my experience in the Belgian Parliament, where I think this job is only half-done. Parliaments should therefore primarily concentrate on playing their role. For the rest, the European Parliament should be endowed with democratic parliamentary accountability at European level, its powers should be slightly enhanced and its legitimacy should be reaffirmed. Perhaps, also, a sort of Convention associating national parliaments could be set up for important amendments to the Treaty. I think this idea could go forward. Any other proposal, however, would incur the risk of over-burdening the decision-making processes in Europe, and would not bring citizens closer to Europe.

**To bring Europe closer to the citizens, and the citizens closer to Europe, some say that a referendum on the Constitution would be a good idea. What is your opinion?**

I think that the Constitutional Treaty, or the European Constitution – it is of course possible to discuss about these words – is a good issue to put a referendum at the European level. What values, what aims, what tools, does Europe want to give itself? These questions deserve to be put directly to citizens. I admit it is a complex issue, but it seems to me that it is precisely the opportunity to positively express the citizens' feeling for Europe. I am one of those who argue for such a referendum, organised at European level. This would enable, perhaps, the development of a European public space.

